



Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC,UNSA

Retraites

Services publics, Emploi, Pouvoir d'achat, Conditions de travail

DANS L'UNITE, NE RIEN LACHER !

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA se sont rencontrées le vendredi 22 octobre 2010 pour faire le point sur la situation revendicative.

Elles se félicitent de la force et de l'inscription dans la durée des mobilisations en cours, dans toutes les professions et sur l'ensemble du territoire.

Elles se félicitent également de l'engagement déterminé et de très haut niveau des agents des Finances dans ces mobilisations interprofessionnelles.

Fortement présents dans les manifestations, ils apportent une contribution majeure à la grève dans la fonction publique de l'Etat.

L'accélération de la procédure de vote au Sénat confirme la volonté de l'exécutif de brutaliser le monde du travail et les partenaires sociaux.

Il s'agit d'un nouveau coup de force contre la démocratie sociale.

Dans un tel contexte, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA réaffirment leur exigence d'un retrait du projet de loi sur les retraites et de l'ouverture d'un réel processus de négociations.

Ensemble, elles entendent engager toutes leurs forces pour réussir les actions des jeudi 28 octobre et samedi 6 novembre prochains.

Il s'agit de créer les conditions de manifestations interprofessionnelles, territoriales, unitaires, d'une ampleur encore plus forte pour imposer la prise en compte des revendications.

C'est pourquoi les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA appellent les agents des Finances, fonctionnaires et non titulaires, à débattre dans les services pour décider, ensemble et dans l'unité, de leur participation aux mobilisations.

S'agissant du 28 octobre, les fédérations des Finances appellent les personnels à participer à la journée nationale de grèves et de manifestations.

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA apportent leur soutien plein et entier aux actions de toutes formes en cours, engagées aux Finances et au-delà.

Paris, le 25 octobre 2010